

EDUCATION

societe.union@sonapresse.com

Infrastructures : de nouveaux établissements et des préoccupations

ENA
Libreville/Gabon

POUR les établissements nouvellement créés, tous ne sont pas logés à la même enseigne sur plusieurs plans. Même si sur bien d'autres ils partagent les mêmes aspects structurels.

Il s'agit des cinq collèges d'enseignement secondaire érigés par les pouvoirs publics dans le Grand Libreville (Alibandeng, Cap-Estérias, Igoumié, Ndzong et Awendjé) et qui ont vocation à renforcer en capacités d'accueil les différents bassins pédagogiques de la région. Tous d'excellente qualité, ces ouvrages ont été construits dans les règles de l'art et sont une préfiguration de l'ambition que le gouvernement entend poursuivre dans ce secteur crucial du développement du Gabon. Ainsi, en moins de deux ans, 617 salles de classe sont disponibles; tandis que 379 sont en cours de finition. Résultat: le ratio des salles a été ramené de 70 % à 55 %, avec un rythme de 7 % par année. En tout, ces deux dernières années, il y aura près de 25 établissements qui auront été ouverts dont une dizaine nouvellement construite. Cet effort demande à être poursuivi pour résorber les effectifs pléthoriques qui obèrent le fonctionnement du système éducatif au Gabon. Mais, il ne fait pas de doute que ce secteur va bénéficier des investissements sans cesse croissants.

Il reste que si les réalisations immobilières sont irréprochables du point de vue de leur valeur esthétique, un certain nombre de points importants pourraient ternir cette belle présentation et conduire à une rentrée de classe moins idyllique. Dans les établissements tels que ceux d'Alibandeng (qui jouxte le camp militaire Kiliba) et Igoumié, les voies d'accès sont tout sauf avenantes. À Alibandeng, passant par la base-voie du chantier, celle-ci est toute boueuse sur plus de 50 mètres et il n'est pas envisagé, pour le moment, son aménagement. Notamment du fait que cela nécessiterait un autre avenant à joindre au chantier de construction de ce complexe qui accueillera du beau monde car, comprenant une école préprimaire, une école primaire et un Collège d'ensei-

gnement secondaire (CES). "La construction du complexe académique n'intégrait pas l'aménagement de la voie d'accès. Il faut donc un autre marché pour cette voie...", nous répond un cadre du chantier. Lorsque les grandes pluies commenceront à tomber, il ne sera pas aisé pour les élèves et les personnels d'encadrement de rallier l'établissement ou d'en sortir.

Autre grief fait à l'encontre de ces joyaux: l'absence des réseaux d'eau et d'électricité. Certes, pourvues en commodités (salles d'eau et toilettes modernes), celles-ci ne seront jamais fonctionnelles en raison de leur manque d'approvisionnement en eau. Tout comme les élèves qui, faute d'alimentation en électricité, ne pourront pas apprendre à la nuit

« La construction du complexe académique n'intégrait pas l'aménagement de la voie d'accès. Il faut donc un autre marché pour cette voie... »



De nouveaux établissements sont sortis de terre en un temps record.

Photo: H.N.M./L'Union

tombée. À Igoumié, la route qui mène au complexe académique n'a pas fait l'objet d'un intérêt salvateur pour sa réhabilitation. Durant les travaux de construction, avec les passages réguliers des camions et autres engins, la route s'est telle-

ment dégradée qu'elle va devenir une épine dans le pied des usagers qui, nombreux, vont s'y rendre. Il en est de même du nouveau CES du Cap-Estérias où la route y menant s'est considérablement dégradée. Les bus Trans'Urb, qui

desservait la zone, n'y vont plus à cause de cet état. Idem pour les taxis. Restent de rares "clandos", qui ont doublé, voire triplé le prix du trajet. C'est dire combien la tâche ne sera pas aisée dans certains de ces nouveaux établissements.

Effectifs pléthoriques : le ministère donne des chiffres

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

COMME lors des années précédentes, le ministère de l'Éducation nationale doit faire face au problème des effectifs pléthoriques. Il s'est donc penché sur le phénomène qui touche notamment les écoles publiques. Il ressort que les zones rurales sont les moins touchées. Du coup, la majorité des écoles à effectifs pléthoriques se trouvent dans les zones urbaines, principalement dans les capitales provinciales où se trouve la plus forte population scolaire. Le principal mode de fonctionnement y est le double-flux, système d'exploitation optimale des salles de classe, matin et soir. Et ce double flux ne concerne que certains niveaux. Au total, ce sont 24 % des écoles publiques se trouvant en zone urbaine qui sont les plus impactées par la surcharge des classes.

Ainsi, sur les 668 écoles fonctionnelles répertoriées pour l'année scolaire 2020-2021, le ministère de l'Éducation nationale a reconnu que :

- *76 % des écoles ont un ratio de 40 élèves/classe (écoles qui se trouvent généralement en zone rurale)
- *8 % des écoles ont un ratio compris entre 40-50 élèves /classe
- *4 % des écoles ont un ratio compris entre 50-60 élèves/classe
- *7 % des écoles ont un ratio compris entre 60-80 élèves/classe
- *2 % des écoles ont un ratio compris entre 80-90 élèves/classe
- *1,6 % des écoles ont un ratio compris entre 90-100 élèves/classe
- *1,4 % des écoles ont un ratio compris entre 100-120 élèves/classe.

Au secondaire, la situation est presque similaire. 85 % des établissements secondaires publics ont une ration inférieure ou égale à 55 élèves par classe, 15 % de



Des élèves assis à trois ou quatre par table-banc dans une école.

Photo: FN

ces entités ont un ratio compris entre 56 et 80 élèves/classe. Le premier groupe fonctionne en flux normal, le second utilise le flux normal et le double flux. Aucun établissement secondaire public, avance le Minéduc, ne comprend de ratio compris entre 81-90 élèves.

De manière générale, plus de 3/4 des établissements secondaires

publics du pays ont fonctionné avec des ratios inférieurs à 60 élèves par classe. Soit un pourcentage de 94 %. Cependant, a précisé ce département ministériel, certains établissements des grands centres urbains ont eu des ratios supérieurs à 60 élèves/classe, principalement dans le Grand Libreville, Franceville et Makokou.